

Textes Officiels

Rapport de sécurité d'une recherche biomédicale portant sur les produits sanguins labiles, les organes, les tissus d'origine humaine ou animale, les préparations de thérapie cellulaires mentionnées à l'article L. 1243-1 du Code de la santé publique

Un arrêté en date du 15 décembre 2006 fixe les modalités de déclaration, la forme et le contenu du rapport de sécurité d'une recherche biomédicale sur un médicament à usage humain. Ce rapport de sécurité est composé de trois parties qui portent premièrement, sur une analyse de la sécurité des personnes qui se prêtent à la recherche; deuxièmement, sur la liste de toutes les suspicions d'effets indésirables graves survenus en France et en dehors du territoire national dans la recherche concernée, pendant la période couverte par le rapport; troisièmement sur les tableaux de synthèse comprenant tous les signes et symptômes ou diagnostics des effets indésirables graves survenus depuis le début de la recherche permettant une vision globale de l'essai.

Arrêté du 15 décembre 2006, JO du 11 janvier 2006.

Sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine

Un décret en date du 11 janvier 2007 rappelle toutes les procédures d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine ainsi que les conditions de son emploi conformes à des dispositions spécifiques des produits et procédés de traitement et de nettoyage, d'entretien et de fonctionnement des installations de distribution d'eau... Sont également abordées dans ce texte, les dispositions relatives à l'exploitation d'une source d'eau minérale naturelle et à l'information des consommateurs.

Décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007, JO du 12 janvier 2007.

Dossiers

Prévenir les consommations à risque chez les jeunes

Le dossier que présente *La Santé de l'homme* s'intéresse non seulement à la prévention de la consommation des drogues chez les jeunes, au travail des professionnels et à la démarche d'éducation à la santé mis en place en direction des jeunes, mais analyse également, grâce à des enquêtes réalisées par deux anthropologues, les raisons qui incitent les jeunes à consommer ce type de produits. Par ailleurs, ce dossier est illustré par plusieurs actions de prévention et d'éducation pour la santé, qui ont été mises en œuvre dans différents lieux et destinées à plusieurs publics. Sont également présentés dans ce contexte un guide d'intervention en milieu scolaire ainsi qu'un outil d'intervention en éducation pour la santé intitulé « décode le monde » destiné aux collégiens et lycéens pour les aider à se prémunir contre la publicité et développer leur esprit critique face aux produits de mode.

Inpes, *La santé de l'homme*, n° 386, novembre-décembre 2006.

Focus on France

La revue *Eurohealth* consacre un dossier à la politique de la santé en France en abordant successivement la réforme du système de santé avec ses récents développements et ses futurs défis, la politique pharmaceutique et sa mosaïque de réformes, les objectifs de santé et

le rôle que tiennent la santé publique et les lois de la réforme de l'assurance-maladie, les réformes de l'hôpital (vers une nouvelle concurrence secteur public — secteur privé), la politique des ressources humaines dans le système de santé, les nouvelles procédures de gouvernance pour l'assurance-maladie. Ce dossier comprend également un entretien avec Xavier Bertrand, ministre de la Santé.

Eurohealth, volume 12, n° 3, 2006.

Les éléments de diagnostic sanitaire en Ile-de-France

L'édition 2006 des Éléments de diagnostic sanitaire de l'Union régionale des caisses d'assurance-maladie de l'Ile-de-France (Urcamif) s'enrichit d'une étude des dynamiques de rencontres entre patients et professionnels de santé. L'Ile-de-France n'étant pas un territoire homogène, l'analyse géographique permet d'appréhender les variations des pratiques de recours aux soins d'un territoire à l'autre et d'approfondir le lien entre le recours aux soins et les acteurs concernés, en mesurant les premiers effets de la généralisation du médecin traitant. Des tableaux, des graphiques et des cartes illustrent la variabilité et la densité de l'activité des professionnels de santé ainsi que le recours aux soins des patients selon les cantons. Par ailleurs, un CD-Rom permet de retrouver l'intégralité des résultats de cette étude portant sur la géographie des recours aux soins, la démographie, la mortalité, la morbidité, l'offre de soins et les dépenses.

Les Éléments de diagnostic sanitaire sont consultables sur le site de l'Urcam : www.urcamif.assurance-maladie.fr

Urcam de l'Ile-de-France, 7e édition, décembre 2006, 20 pages et CD-Rom.

Rapports

Établissement français du sang : rapport d'activité 2005

L'Établissement français du sang (EFS), établissement public de l'État créé le 1er janvier 2000, doit faire face à une tendance qui se confirme depuis sa création : une demande accrue de prélèvements sanguins face à une légère baisse de donateurs. Ce rapport présente l'organisation interne de l'établissement, les actions, les projets (le projet informatique Safran) et les stratégies (coopération à l'étranger...) qu'il met en œuvre pour répondre aux évolutions de son fonctionnement. Il évoque aussi les recherches et les essais cliniques (notamment dans les Dom), qui ont été menés tout au long de l'année 2005. Par ailleurs, des fiches techniques concernant les établissements de l'EFS en régions et leurs actions complètent ce dossier. Pour en savoir plus : www.efs.sante.fr

EFS, rapport d'activité 2005, 92 pages.

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale : réussir la T2A

La Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale, la MCESS, a procédé à une première évaluation de la réforme de la tarification à l'activité dans les établissements de santé, communément dénommée T2A, fixée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004. Après deux années d'application, la MCESS remarque que cette réforme, en dépit de certaines critiques (notamment sur un manque de transparence et de lisibilité), fait l'objet d'un large consensus au sein de la communauté hospitalière. Elle souligne l'importance de cette réforme, pas seulement financière, qui vise à améliorer le système hospitalier dans son ensemble. La T2A concerne non seulement les gestionnaires des établissements mais aussi les personnels médicaux, qui doivent travailler ensemble pour établir un dialogue porteur de progrès dans l'efficacité de la gestion et de la qualité des soins. Cette mise en place demande cependant une certaine évaluation et un contrôle pour vérifier la bonne application du nouveau dispositif et le bon usage de l'argent public ; en effet, l'analyse des expériences étrangères a montré que l'impact de la T2A dépend du contexte préexistant à sa mise en œuvre et des mesures d'accompagnement mises en place pour éviter que la recherche de la performance et de l'efficacité empiète sur la qualité et l'accessibilité des soins. À la suite de cette mission d'évaluation, le rapport présenté par le député Jean-Marie Rolland propose une dizaine d'orientations pour assurer et réussir la T2A. Sont joints à ce rapport les travaux de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ainsi que l'enquête demandée par elle à la Cour des Comptes.

Jean-Marie Rolland, documents d'information, Assemblée nationale, juillet 2006, 143 pages.

Congrès

Le droit à une alimentation adéquate

En mars 2005, s'est tenu en Norvège le XXIII^e congrès du Comité européen du droit rural (CEDR) dont une commission a consacré ses travaux à l'alimentation adéquate. Dans la plupart des pays, le droit à l'alimentation relève du droit de la protection sociale et du droit à la sécurité alimentaire. En effet, l'idée d'alimentation adéquate renvoie à la notion de sécurité impliquant une disponibilité adéquate des denrées alimentaires, une sécurité alimentaire (pas de substances dangereuses et des animaux en bonne santé), une alimentation acceptable sur le plan culturel, une alimentation produite conformément à un objectif de développement durable (santé et protection des plantes et des animaux, protection des ressources naturelles...) et une société socialement durable. Cette commission a élaboré un rapport clarifiant les obligations des États membres, leur application et leur mise en œuvre. Le texte a été traduit en français, en anglais et en allemand.

Comité européen de droit rural, l'Harmattan, novembre 2006, 174 pages.

Ouvrages

Quand le social passe en revue : Revue française du Travail- Revue française des Affaires sociales, 1946 – 2006

La *Revue française des affaires sociales* fête ses soixante ans. Son évolution est étroitement liée à celle du ministère chargé du Travail élargi aux Affaires sociales, reflétant ainsi la place grandissante que les questions sociales (familles, handicapés, conditions de travail, protection sociale, droits des femmes, immigration, démographie, système de soins en France et à l'étranger...) ont pris par rapport au secteur relevant uniquement du travail (à l'instar de son ministère Place de Fontenoy, appelé originellement ministère du Travail). Ce qui fait l'originalité de cette revue trimestrielle repose notamment sur le travail de prospective de nombreux chercheurs, comme certains numéros spéciaux peuvent en témoigner (La drogue en 1981, la Femme médecin en 1982, Recherches et familles en 1983, Santé et information du consommateur en 1985 ou Médecines différentes en 1986...) lui permettant d'assurer une parution régulière auprès d'un public varié et pérenne.

Revue française des affaires sociales, n° 4, octobre-décembre 2006, 60^e année, 340 pages.

Développer le bien-être au travail

Dans un monde où certains repères sont en perte de vitesse, « l'activité professionnelle demeure un domaine essentiel d'investissement et de réalisation pour l'individu et un endroit où il peut trouver du plaisir » peut-on lire dans l'introduction de l'ouvrage consacré au développement du bien-être au travail des salariés d'entreprise. La première partie de l'ouvrage est consacrée aux aspects psychologiques qui conditionnent le bien-être au travail. Le premier chapitre s'intéresse aux aspirations des salariés dans le nouvel environnement professionnel, la représentation et les fonctions du travail, les attentes et la qualité de vie au travail. Le deuxième chapitre, en s'attachant aux nombreuses difficultés que rencontrent les salariés au travail, y compris la violence sous toutes ses formes, souligne les pathologies qu'ils peuvent développer (fatigue et souffrance psychique dues au stress, épuisement professionnel et dépression, troubles du sommeil, troubles musculo-squelettiques...) et les comportements addictifs qui peuvent en découler (alcool, toxicomanie, médicaments psychoactifs...). Le troisième chapitre présente les différents acteurs de la prévention en entreprise ainsi que le rôle des managers dans l'entreprise. La deuxième partie présente une réponse novatrice aux problèmes du mal-être en entreprise, appelée le programme d'aide aux employés, le PAE. Après avoir rappelé sa naissance et son développement aux États-Unis, le quatrième chapitre en indique les principaux objectifs, les domaines d'intervention, le fonctionnement ainsi que les bénéfices qu'il peut apporter, tout en indiquant ses limites. Le dernier chapitre intitulé « PAE, mode d'emploi », permet de connaître les principales étapes pour mettre en place ce dispositif et l'appliquer avec un maximum d'efficacité.

Pierre Angel, Patrick Amar, Marie-Josée Gava et Brigitte Vaudolon, éditions Dunod, octobre 2005, 180 pages.

Le modèle social français : débat public

Trois inspecteurs généraux des Affaires sociales (Igas) s'interrogent sur le modèle social français qui inclut la régulation du marché du travail et la protection sociale, auxquels peuvent être ajoutés d'autres volets : l'éducation, la formation ou encore le rôle joué par les réseaux familiaux. Ainsi 129 réponses aux questions que peuvent se poser les Français sur des questions sociales (combien coûte réellement une journée d'hôpital, pourquoi les comptes de la Sécurité sociale sont-ils toujours en déficit, des solutions au déficit des systèmes de santé ont-elles été mises en œuvre dans les autres pays occidentaux, la retraite à soixante ans est-elle toujours réaliste?...) apportent au lecteur des éclairages sur le modèle social français, qui correspond en fait à un choix de modèle de société.

Marie Fontanel, Nicolas Grivel, Valérie Saintoyant, Éditions Odile Jacob, la Documentation française, janvier 2007, 181 pages.

L'expertise psychiatrique pénale

Avec l'augmentation des connaissances, la mission d'expertise pénale s'est diversifiée dans ses formulations. Elle s'intéresse non seulement à l'état mental de la personne mise en examen au temps de l'action mais aussi à son devenir. Les experts psychiatriques font partie des professionnels de santé les plus sollicités dans le procès pénal. Dans les différentes missions qui leur sont assignées, les experts se trouvent de plus en plus confrontés à des situations complexes, demandant une extrême vigilance pour reconnaître une vraie pathologie mentale d'une fausse, les conséquences étant déterminantes pour l'avenir du détenu dans l'organisation pénitentiaire. Cet ouvrage, après avoir rappelé l'historique de l'expertise, la réglementation, les missions et les conséquences de l'expertise aborde la problématique de l'expertise contemporaine et les questions éthiques qu'elle soulève.

Michel David, l'Harmattan, novembre 2006, 237 pages.

Revue de presse réalisée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Comité de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.ensp.fr